

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Séminaire européen : Promouvoir les SIG pour tous - Quel cadre légal européen ?
Bruxelles - 14/15 novembre 2006

Réservez dès à présent vos dates.

Informations et inscriptions dans le prochain bulletin.

Directive-cadre services

Suite à l'adoption de sa position commune par le Conseil, le 24 juillet dernier, sur le texte modifié de proposition de directive-cadre sur les services, et dans la perspective de la deuxième lecture de ce texte par le Parlement européen, Evelyne Gebhardt (PSE, Allemagne), rapporteur sur le projet, a annoncé, le 6 septembre, qu'elle déposerait onze amendements. Ces amendements concerneront le droit du travail, l'exclusion des services sociaux, la protection des consommateurs, la coopération administrative et la clause de réexamen, ils ne viseront pas à remettre en cause le compromis dégagé par les Etats membres. Sur un point, cependant, Mme Gebhardt estime que des débats seront nécessaires. Il s'agit du paragraphe 5 de l'article 39 qui fait référence au mécanisme d'évaluation des exigences nationales en matière de prestation transfrontalière de services auquel la Commission devrait être associée et qui n'était pas prévu par la position du Parlement en première lecture. Si ce mécanisme est une condition *sine qua non* de l'accord obtenu au Conseil que E. Gebhardt n'entend pas remettre en cause malgré "l'amoncellement de bureaucratie qu'il va entraîner", elle n'accepte pas, en revanche, que la Commission ait la compétence de fixer des orientations sur la base des rapports que les Etats membres lui fourniront sur les restrictions nationales. "Si nous l'acceptons, le Parlement renoncerait ses droits à la Commission" et "ce serait renoncer au pouvoir de codécision du Conseil et du Parlement". Voir également bulletins 197, 193, 190.

Le vote en commission parlementaire pourrait intervenir le 23 octobre et en session plénière début novembre.

Services d'intérêt général

♦ Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté, le 6 juillet 2006, un avis d'initiative sur "l'avenir des services d'intérêt général" (TEN/223). Dans cet avis, notamment : "le CESE réitère sa demande de définir au niveau communautaire les principes de base communs que l'on devra retrouver pour tous les SIG (économiques comme non-économiques) à retenir dans une directive- cadre et, en cas de besoin, décliner par secteur par des directives sectorielles". Hormis les services ne tombant pas dans le champ d'application des règles de la concurrence et des aides d'Etat, "la directive-cadre et les lois sectorielles doivent clairement retenir la liberté des Etats membres ou des collectivités locales de définir les modes de gestion et de financement, les principes et limites de l'action de la Communauté, l'évaluation de leurs performances, les droits des consommateurs et des usagers, un socle minimum de missions et d'obligations de service public"; "le CESE propose la création d'un observatoire pour l'évaluation des SIG, économiques et non économiques, .../...."

European seminar: Promoting SGI for all - Which European legal framework?

Brussels 14/15 November 2006

Please make your reservations right now.

Further information and registration in the next bulletin

Services framework directive

Following the adoption of her joint position by the Council, on the 24th July, on the modified text for a framework directive proposal for services and, in the perspective of the text's second reading by the European Parliament, Ms. Evelyne Gebhardt (PSE, Germany), the rapporteur for the project, announced on September 6th that she will submit eleven amendments. These amendments will concern labour law, the exclusion of social services, consumers' protection, administrative co-operation and the re-examination clause, they will not aim at questioning the compromise reached by Member States. However, on one issue Ms. Gebhardt considers that debates will be necessary. It is on paragraph 5 of article 39 referring to the evaluation mechanism of national requirements as regards provision of cross-border services, to which the Commission should be associated and which was not envisaged by the Parliament's position in the first reading. Though this mechanism is a *sine qua non* condition to the agreement reached at the Council that E. Gebhardt intends not to question, despite "the bureaucracy piling which it will involve", she is against the Commission fixing orientations on the basis of reports from Member States on their national restrictions. "Accepting this, would imply transferring Parliament's rights to the Commission" and "would be tantamount to giving up the possibility of co-decision between the Council and the Parliament". See also bulletins 197, 193, 190.

The parliamentary committee's vote could take place on October 23rd and during the plenary session, early November.

Services of interest general

♦ On 6th July 2006, the European Economic and Social Committee (EESC) adopted an initiative opinion on "the future of services of general interest" (TEN/223). In this opinion, in particular,: "the EESC reiterates its call to define, at the Community level, common guidelines which will be applicable across all SGI (economic and non-economic) to be retained in a framework directive and, where necessary, to state them in sectors by sectoral directives". Apart from services not falling under State aid and competition rules, "the sectoral framework directive and laws must clearly retain the freedom of Member States or of local communities to define methods of management and financing, principles and limits of the Community's action, the evaluation of their performances, the rights of consumers and of users, a minimum number of missions and obligations for public service"; "the EESC proposes the creation of an observatory for the evaluation of SGI, economic as well as non-economic, .../...."

composé de représentants politiques du Parlement européen, du Comité des Régions et de représentants de la société civile organisée du Comité économique et social européen".

http://eescopinions.eesc.europa.eu/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten223\ces976-2006_ac.doc&language=FR

♦ Le Livre blanc au **Parlement européen** : La Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a adopté le 12 septembre dernier, le rapport d'initiative de Bernhard Rapkay (PSE, Allemagne) sur le Livre blanc sur les SIG adopté par la Commission le 12 mai 2004. Dans le prochain bulletin, nous reviendrons sur ce texte qui devrait être adopté par le Parlement lors de sa session plénière du 26 septembre prochain (voir également bulletins 200, 195/196).

Services sociaux d'intérêt général

♦ **Conseil santé** : Le Conseil santé du 2 juin dernier a adopté une déclaration sur "les valeurs et principes communs aux systèmes de santé de l'UE" : qualité, sécurité, soins fondés sur des données probantes et sur l'éthique, participation du patient, accès à la justice, respect de la vie privée et confidentialité.

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/lsa/89850.pdf

Par ailleurs, un groupe de neuf ministres dit "Groupe de Aachen" (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède) a exposé au Conseil son intention de peser sur le débat relatif à l'encadrement législatif des services de santé. Ces services, qui sont "caractérisés par un financement public et aussi une intervention publique notable", doivent faire l'objet d'une "approche européenne différenciée et spécifique", une directive préservant la marge d'action des Etats est donc "nécessaire" dans certaines limites.

♦ **Consultation publique sur les services de santé transfrontaliers** : La Commission a annoncé, le 5 septembre dernier, son intention de lancer une consultation publique sur la façon d'assurer la sécurité juridique des services de santé transfrontaliers dans le cadre du droit communautaire et de favoriser la coopération entre les systèmes de santé nationaux. La consultation portera, notamment, sur les conditions d'autorisation et de financement des soins de santé transfrontaliers, l'information aux patients sur les traitements disponibles dans l'UE, la désignation des autorités sanitaires responsables de la supervision de soins de santé en cas de mobilité du patient, la responsabilité de tout préjudice subi à la suite de soins de santé transfrontaliers, l'indemnisation correspondante, les droits des patients et le soutien des systèmes de santé par la coopération européenne. La consultation sera lancée sur la base d'une communication que la Commission devrait présenter fin septembre. Puis, elle "élaborera éventuellement des propositions officielles en 2007, en fonction des réponses à la consultation"

Services postaux

Dans la perspective des propositions que la Commission doit présenter avant la fin de l'année relatives à l'ouverture, complète ou non, à la concurrence du secteur postal à l'horizon 2009, et suite aux résultats de la consultation publique qu'elle avait lancé en 2005, deux rapports externes ont été publiés sur le site de la Commission : l'un sur l'impact sur le service universel de la réalisation du marché postal unique en 2009 (PriceWaterhouseCoopers, PWC), l'autre sur les principaux développements du secteur postal entre 2004 et 2006 (Wik consult GmbH). Ces documents sont consultables en anglais uniquement sur

http://ec.europa.eu/internal_market/post/studies_fr.htm

....//

composed of political representatives from the European Parliament, the Committee of regions and representatives of the organised civil society of the European Economic and Social Committee".

http://eescopinions.eesc.europa.eu/EESCopinionDocument.aspx?identifiant=ces\ten\ten223\ces976-2006_ac.doc&language=EN

The White Paper at the **European Parliament**: The Committee for economic and monetary affairs of the European Parliament, on 12th September, adopted the initiative report by Bernhard Rapkay (PSE, Germany) on the White Paper on SGI which was adopted by the Commission on 12th May, 2004. In our next bulletin we will come back to this text, which should be adopted by the Parliament at its plenary session of 26th September (see also bulletins 200, 195/196).

Social services of general interest

♦ The Health Council: The health Council of 2nd June adopted a declaration on "common values and principles in EU health systems": quality, safety, care based on evidence and ethics, patient involvement, redress, respect of privacy and confidentiality.

http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/lsa/89830.pdf

In addition, a group of nine ministers, the so called "Aachen Group" (Germany, Belgium, Spain, France, Italy, Luxembourg, Portugal, United Kingdom, Sweden) presented to the Council its intention to carry weight on the debate concerning the legislative framing of health services. These services, "characterized by public funding and as well as significant public involvement", must be the subject of a "differentiated and specific European approach", a directive safeguarding the margin of action of the States is thus "necessary" within certain limits.

♦ **Public consultation on cross-border health services**: On 5th September, the Commission announced its intention to launch a public consultation on means of ensuring the legal safety for cross-border health services within the framework of the Community legislation and to promote co-operation between national health systems. The consultation will, in particular, include conditions for the authorisation and the financing of cross-border health care, information provided to patients on treatments available in the EU, the designation of the medical authorities responsible for the supervision of health care in the event of the patient mobility, the responsibility for any damage undergone following cross-border health care, the corresponding compensation, the patient's rights and the support to health systems by the European co-operation. The consultation will be launched on the basis of a communication which the Commission should present at the end of September. Then, it "will work out official proposals in 2007, according to the answers from the consultation".

Postal services

In the perspective of proposals which the Commission is to present before the end of the year concerning the opening to competition, complete or not, of the postal sector by 2009 and, following the results of the public consultation that it had launched in 2005, two external reports were published on the Commission's site: one concerning the impact on the universal service of the accomplishment of the single postal market in 2009 (PriceWaterhouseCoopers, PWC), the other on the principal developments of the postal sector between 2004 and 2006 (Wik consult GmbH). These documents are available, in English only, at

http://ec.europa.eu/internal_market/post/studies_en.htm

.../...

Les opérateurs postaux de Belgique, Chypre, Espagne France, Grèce, Italie, Hongrie, Luxembourg et Pologne ont exprimé "leur inquiétude au sujet des résultats de l'étude PWC : "l'étude ne donne pas de réponse claire quant à l'impact économique d'une réduction du champ d'application du service universel, en particulier pour les PME, et ne traite pas de l'impact social et sociétal" de l'ouverture totale à la concurrence ; les mesures suggérées ne respectent pas "la requête explicite du Parlement européen de février 2006 de déterminer un financement approprié du service universel". Pour leur part, les opérateurs postaux d'Allemagne, Pays-Bas, Finlande et Suède estiment que la date limite de 2009 est "juste et raisonnable". Selon eux, une des questions clés est de savoir "qui a besoin d'une protection particulière à travers une réglementation du service universel". Ils invitent également à examiner la manière dont le service universel doit être financé en l'absence d'un domaine réservé", "tous les prestataires de services actifs sur le marché concerné devraient avoir l'obligation de contribuer au financement du déficit".

Télécommunications

La consultation publique sur la future révision du cadre réglementaire européen des télécommunications lancée le 29 juin 2006 par la Commission se termine le 29 octobre prochain.

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomms/doc/info_centre/public_consult/review/recommendation_final.pdf (uniquement en anglais)

Pour alimenter le débat la Commission a rendu publiques, le 25 août dernier trois études : l'une sur la croissance et l'investissement dans le secteur des communications électroniques conclut qu'une pause réglementaire serait contre productive ; une autre sur le cadre réglementaire fait 65 propositions de réforme ; une troisième sur la situation de la concurrence sur les marchés européens estime qu'une réglementation des marchés de gros peut suffire à une concurrence effective. Ces trois études sont consultables uniquement en anglais sur

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomms/info_centre/documentation/studies_ext_consult/index_en.htm#2006

Transports

♦ **3ème paquet ferroviaire** : Le Conseil transport du 24 juillet dernier a formellement adopté sa position commune sur les trois propositions du 3ème paquet ferroviaire i/ une proposition de directive sur la libéralisation du transport international de voyageurs au plus tard en 2010, qui permet le cabotage sur les lignes internationales mais exclut les services nationaux du champ d'application de la directive, et ce sont les organismes de contrôle nationaux qui détermineront si le principal objectif du service est bien la liaison internationale ; pour les petits Etats membres, l'ouverture est reportée à 2012. Pour parvenir à un "équilibre" entre ouverture du marché et sauvegarde du service public, le Conseil introduit certaines clauses comme la possibilité de limiter le droit d'accès sur les lignes qui font l'objet d'un contrat de service public et de prélever une redevance sur les services internationaux pour contribuer au financement de ces lignes, une série d'informations devra être transmise à la Commission à ce sujet ii/ une proposition de règlement sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires internationaux iii/ une proposition de directive sur la certification des conducteurs de train. Une quatrième proposition portant sur la qualité du fret ferroviaire est gelée jusqu'à fin 2007 (voir également bulletin 181).

♦ **3ème paquet aérien** : La Commission a adopté le 18 juillet dernier, une proposition de règlement pour mettre à jour le 3ème paquet aérien. L'objectif est de harmoniser les pratiques dans l'Union européenne en renforçant les règles sur l'octroi des licences, .../...

Postal operators in Belgium, Cyprus, Spain France, Greece, Italy, Hungary, Luxembourg and Poland expressed "their

concern about the results of the PWC study: "the study does not give a clear response as regards the economic impact of a reduction of the field of application of the universal service, in particular for SME, neither does it tackle the social and societal impact" of the complete opening to competition; suggested measures are not in line with "the explicit call by the European Parliament of February 2006 to determine a suitable financing for the universal service". For their part, postal operators in Germany, Netherlands, Finland and Sweden consider that the 2009 deadline "right and reasonable". According to them, one of the key issues is to know "who needs specific protection through a regulation of the universal service". They also ask for an examination in the way in which the universal service should be financed in the absence of a reserved area", "all active service providers on the market concerned should have the obligation to contribute to the financing of the deficit".

Telecommunications

The public consultation on the future revision of the European framework regulation for telecommunications launched on June 29, 2006 by the Commission ends on October 29th.

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomms/doc/info_centre/public_consult/review/recommendation_final.pdf (in English only)

In order to fuel the debate the Commission rendered public three studies, on August 25: the first, on growth and investment in the electronic communications sector, concludes that a pause in the regulation process would be counter productive; the second, on the regulation framework makes 65 proposals for a reform; the third, on competition in the European markets deems that for an effective competition a regulation on wholesale markets can suffice. These three studies are available, in English only, at

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomms/info_centre/documentation/studies_ext_consult/index_en.htm#2006

Transport

♦ **3rd railway package**: The transport council of 24th July officially adopted its joint position on the three proposals for the 3rd railway package i/ a directive proposal on the liberalisation of international passenger transport, at the latest in 2010, which allows the carriage of passengers between two stations in different Member States on international lines but excludes, from the directive, national services and, national controlling authorities are the ones to determine whether the main goal of the service is indeed international connection; for the small Member States, the opening is deferred to 2012. In order to achieve a "balance" between the opening of the market and the safeguard of the public service, the Council introduces certain clauses such as the possibility to restrict access rights to lines which involve public service contracts and of levying royalties from international services to contribute to the financing of these lines, a series of data should be submitted to the Commission on this subject ii/ a proposal for a regulation on the rights and obligations of the international railway passengers iii/ a proposal for a directive on the certification of train drivers. A fourth proposal concerning the quality of railway freight is kept on hold until the end of 2007 (see also bulletin 181).

3rd air package: On 18th July, the Commission adopted a regulation proposal to update the 3rd air package. The objective is to harmonise different practices within the Union by reinforcing rules on the issuing of licences, .../...

la location des avions, la distribution des droits de trafic et la transparence du prix des billets d'avion, en évitant le recours excessif aux obligations de service public (l'Etat membre devra prouver que la liaison est vitale et qu'aucun service régulier n'existe déjà sur cette liaison, pour les régions ultra périphériques la durée de concession est portée à quatre ans et cinq ans et, en cas de renouvellement, un appel à propositions doit être lancé six mois à l'avance). En outre, aux termes de cette proposition, la Commission devient seule compétente pour négocier les droits de trafic intercommunautaire avec les pays tiers (voir également bulletins 131 et 117).

♦ Transport maritime à courte distance : Selon l'examen à mi-parcours du programme d'action pour le développement du transport maritime à courte distance adopté par la Commission le 13 juillet dernier, le programme adopté en 2003 (COM(2003)15) est plus qu'à moitié réalisé. Cependant plusieurs obstacles freinent le développement du transport maritime : il n'est pas pleinement intégré dans la chaîne d'approvisionnement porte à porte, il est soumis à des procédures administratives complexes, il nécessite une efficacité accrue des services portuaires ainsi qu'un bon accès à l'arrière pays et "il est désormais vital que les Etats membres accordent la priorité qu'il convient aux autoroutes de la mer".

Marchés publics de faible montant

Les marchés publics de faible montant ne sont pas couverts par les directives sur les marchés publics lorsque leur valeur est inférieure à 211 000 euros quand il s'agit de services ou de fournitures et 5 278 000 euros pour les travaux. Ils représentent cependant la grande majorité des marchés publics dans l'Union et les pouvoirs publics continuent souvent à les attribuer à des fournisseurs locaux sans se conformer aux principes de transparence et de non-discrimination. La Commission a publié le 24 juillet dernier une "communication interprétative relative au droit communautaire applicable aux passations de marchés non soumises ou partiellement soumises au droit communautaire" qui contiennent des suggestions pour ce conformer à ces principes, ainsi que des exemples de possibilité innovantes de passer des marchés de façon moderne, transparente et efficace.

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/c_179/c_17920060801fr00020007.pdf

Transparence

La contribution du CELSIG sur le Livre vert de la Commission européenne "Initiative européenne en matière de transparence". Le CELSIG : approuve l'objectif de transparence ; propose qu'une réflexion sur les causes et la légitimité du "lobbying" soit initiée dans une perspective de démocratisation réelle et que les diverses formes d'intervention auprès des institutions européennes soient distinguées ("lobbying", "advocating", ..) ; demande que le dialogue social, le dialogue civil, la démocratie représentative, la démocratie participative soient distingués et mieux cernés si des mesures incitatives, *a fortiori* obligatoires, doivent être prises en matière de transparence ; souhaite qu'un statut d'association européenne soit proposé par la Commission et adopté rapidement en codécision par le Parlement et le Conseil.

La contribution du CELSIG peut être consultée sur le site de la Commission européenne et sur www.celsig.org

the chartering of the planes, the allocation of traffic rights and the transparency in air ticket prices, by avoiding excessive recourse to the obligations of public service (the Member State will have to prove that the connection is vital and that no regular service already operates on the connection, for ultraperipheral areas the duration of the concession is raised to four years and five years and, in the event of the renewal, a call for proposals must be launched six months in advance). Further, under the terms of this proposal, the Commission becomes the sole authority qualified to negotiate the rights of intercommunity traffic with non-Member countries (see also bulletins 131 and 117).

♦ Short distance maritime transport: According to the mid-term assessment of the action plan for the development of short distance maritime transport adopted by the Commission on 13th July, the program adopted in 2003 (COM (2003) 15) is more than halfway accomplished. However, several obstacles slow down the development of the maritime transport: it is not fully integrated in the door to door provision chain, it is subjected to complex administrative procedures, it requires an enhanced effectiveness of port services as well as a good access to the hinterland and "it is now vital that Member States should give appropriate priority to sea motorways".

Small amount Public procurements

Small amounts public procurements are not covered by the directives on public procurement when their value is lower than 211.000 euros for services or supplies and below 5.278.000 euros for works. They, however, represent the large majority of public procurements in the Union and in many cases public authorities continue to award them to local suppliers without conforming to the principles of transparency and of non-discrimination. On 24th July, the Commission published an "interpretative communication relating to the Community legislation applicable to contract awards that are not subjected or only partially subjected to the Community legislation" which contain suggestions on how to conform to these principles, as well as innovative examples of the possibilities of awarding contracts in a modern, transparent and effective way.

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/c_179/c_17920060801en00020007.pdf

Transparency

The CELSIG's contribution on the Green Paper of the European Commission "European Transparency Initiative". CELSIG: approves the objective of transparency; proposes that a reflexion on the causes and the legitimacy of "lobbying" be initiated in the perspective of real democratisation and that the various forms of addressing issues to the European institutions are distinguished ("lobbying", "advocating"....); requests that the social dialogue, civil dialogue, representative democracy and participative democracy be distinguished and identified better if incentive measures, *a fortiori* obligatory, are to be taken as regards transparency; wishes that a statute of a European association be proposed by the Commission and quickly adopted in co-decision by the Parliament and the Council.

CELSIG's contribution can be consulted on the European Commission's site and at www.celsig.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail : <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.